

L'UE a besoin d'un noyau politique

PAR DUSAN SIDJANSKI



LA FUTURE UNION POLITIQUE est la clé de la réussite de l'Union monétaire. C'est l'affirmation de la Bundesbank en 1992. S'ensuit en 1994 son projet de «noyau dur» de Lamers et Schaüble prévoyant un gouvernement et un législatif. Tout en préférant le terme de noyau fédérateur, je n'ai de cesse d'évoquer le leitmotiv: l'histoire ne connaît pas de monnaie unique sans pouvoir souverain. Or, l'euro s'inscrit dans l'engrenage économique dénué de cadre politique. L'étude de nombreux cas par Karl Deutsch conclut que les fédérations réussies se sont formées sous l'impulsion d'un noyau fédérateur.

Le rejet du «projet Schaüble» puis de la Constitution marque le début de graves crises: la crise financière importée des Etats-Unis en 2008, muée en crise économique, sociale, déstabilisant les sociétés. En témoignent les dérives autoritaires en Hongrie et en Pologne. De surcroît, les menaces s'accumulent: effets de l'austérité, poussées des nationalismes, soutenus par une vague populiste, voire extrémiste et antieuropéenne, sans oublier les peurs devant l'afflux des migrants, des terroristes islamistes, les organisations criminelles et les conflits dans le voisinage.

Autant d'épées de Damoclès qui pèsent sur l'Union. En parallèle, la globalisation, jointe à la montée des superpuissances et à la déstabilisation de l'ordre mondial par le président Trump et le Brexit, suscite des craintes qui appellent un sursaut de l'Union. Des voix demandent la refondation de l'UE, dont la négociation prendrait des années. Aussi, la rencontre de Merkel avec le gouvernement polonais a-t-elle confirmé la volonté de ce dernier de récupérer des pouvoirs transférés à l'Union.

Il est temps d'admettre que l'UE a un urgent besoin d'un noyau dynamique fédérateur doté de pouvoirs régaliens afin de redonner l'élan vital en entraînant dans son sillage d'autres membres qui en expriment la volonté. A ce titre, le Traité de Lisbonne a prévu «la coopération renforcée» qui permet la création d'un noyau politique d'avant-garde capable de riposter au faisceau de menaces et d'assurer la survie de l'euro.

Intégré dans l'Union, ce noyau utiliserait les mêmes structures réduites à la dimension de ses membres: un Conseil européen, un Conseil des ministres et surtout un Exécutif et la BCE, une commission du Parlement européen et une Chambre de la Cour. Le noyau disposerait des pouvoirs régaliens, et ses décisions seraient prises selon la méthode communautaire à la majorité qualifiée dans les domaines monétaire et économique, mais aussi concernant des relations extérieures, de sécurité et de défense, de projections à l'extérieur ou concernant les flux migratoires.

Il y va de la survie de notre civilisation

Cette initiative devrait être prise à Rome à l'occasion du 60^e anniversaire des Traités de Rome qui sera célébré le 25 mars 2017. Cet acte

décisif assurerait la survie de l'euro, la définition des stratégies communes et l'attribution de moyens grâce à un budget propre. Les détails restent à peaufiner, mais l'essentiel est de resserrer la collaboration dans une structure démocratique intégrée au sein de l'Union. Ainsi, la dynamique insufflée par ce noyau fédérateur redonnerait l'impulsion à l'ensemble des Vingt-Sept en intensifiant leur

unité dans la diversité selon une vision fédérale. Cette initiative incombe à la France et l'Allemagne en commun avec l'Italie et d'autres Etats de la zone euro qui ont le courage de s'engager pour inspirer l'espoir et la confiance aux membres de l'Union.

Il est temps de porter remède à la maladie infantile de l'Union qui, depuis l'échec de la CED, n'a pu se doter d'un projet politique alors que le politique a pris la place du tout-économique. C'est au prix de cette relance que l'UE retrouvera son rôle de phare de la démocratie dans notre monde globalement déstabilisé. Il y va, j'en suis convaincu, de la survie de notre civilisation.

DUSAN SIDJANSKI, ancien conseiller du président de la commission, fondateur de Sciences Po à Genève et membre du conseil de la Fondation Latsis. L'Université de Genève l'a honoré en créant au sein du GSI le Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes.

«Cette initiative devrait être prise le 25 mars 2017 à l'occasion du 60^e anniversaire des Traités de Rome»